

undefined - mardi 28 mars 2023

Annecy

ANNECY

Aménagement du territoire : les associations durcissent le ton

Jean-Baptiste SERRON



Pour André Veirman, au centre, les élus « prennent le problème à l'envers : il faut d'abord voir ce que le territoire peut supporter de plus avant de dire qu'on va accepter tant d'habitants supplémentaires ». Photo Le DL /J.-B.S.

Les élus doivent voter le Projet d'aménagement et de développement durable de l'agglomération en juin. Mais une vingtaine d'associations de défense de l'environnement tirent la sonnette d'alarme pour que les décideurs se posent « les bonnes questions avant d'agir ».

Il y a un peu plus d'un an, plusieurs associations de défense de l'environnement avaient lancé aux élus du Grand Annecy, alors en pleine élaboration de leur PLUi ([Plan local de l'urbanisme intercommunal](#)), un appel à la raison. Leur message à l'époque : « [Il faut dire stop à l'artificialisation des terres !](#) » Une revendication qui, depuis 12 mois, n'a été que trop peu entendue à leur goût. Ce qui les pousse aujourd'hui à « amplifier » leur action.

« Vu que rien n'a bougé au sujet de ce document très important pour l'avenir du territoire, nous allons nous manifester davantage, et de façon plus visible, pour nous faire entendre », explique ainsi Jean-Claude Béveillard, de France Nature Environnement (FNE). De quatre, le nombre d'associations membres du collectif est ainsi passé à 23 cette année. « Et ce n'est pas fini », assure-t-il.

Le discours, lui aussi, est plus musclé. Et plus complet. « La consommation des terres agricoles nous préoccupe toujours autant, mais nous sommes aussi très inquiets vis-à-vis de la question du

logement. Sans parler de la façon dont les gens qui sont payés en euros (NDLR, une allusion aux non-frontaliers) vivent ici. Ces trois sujets sont indissociables », pointe de son côté André Veirman, de Terre d'Union.

Et de souligner que la solution n'était pas forcément dans le « toujours plus » : « Nous ne sommes pas anti-logements, mais quand on voit que les prévisions du PLUi disent que le Grand Annecy va gagner 1 600 habitants supplémentaires chaque année pendant la prochaine décennie, on se demande si on ne fait pas les choses à l'envers. Ne faudrait-il pas d'abord savoir ce que le territoire peut supporter de plus avant de définir un chiffre comme celui-là ? »

« En matière d'eau, par exemple, on va finir par toucher les limites si on continue », s'inquiète Sébastien Vasmer, de la Confédération paysanne.

Si les propositions des associations ne sont pas nouvelles, « elles méritent d'être répétées pour être imprimées par les citoyens », insiste un membre actif. Parmi elles, « construire deux-tiers de logements abordables pour les classes moyennes et modestes » fait partie des plus fortes.

« Il existe des outils pour ça, tels que le bail réel solidaire, le logement social et autres, rappelle Jean-Claude Béveillard. Seulement, ils ne sont pas mis en application. Certaines communes préfèrent payer des pénalités plutôt que de faire ce qu'il faut. À l'heure actuelle, on laisse faire le marché, et le marché tire les prix toujours plus haut. »

La création d'un Observatoire public de la consommation d'espaces fait également partie des souhaits, tout comme l'intégration renforcée du PAT, le Projet alimentaire territorial. « Il faudrait, à l'horizon 2030, viser les 10 % d'autosuffisance alimentaire », estime André Veirman.

Ce manifeste, les associations aimeraient qu'il remonte jusqu'aux oreilles des élus. Et rapidement si possible, car ces derniers vont voter le PADD (Projet d'aménagement et de développement durable) du Grand Annecy en juin prochain. « Or, le PADD, c'est un document fondateur, décrypte Jean-Claude Béveillard. Le PLUi ne fera que le mettre en musique l'année d'après. »

Pour ce faire, [le collectif compte sur les citoyens](#). « Il faut qu'ils s'emparent du sujet, qu'ils interpellent leur maire, leurs conseillers municipaux... » Et si cela ne suffit pas, la justice pourrait être saisie. « À la Confédération paysanne, nous l'avons fait pour certains dossiers qui mettaient en péril la nature et nous avons gagné, prévient Sébastien Vasmer. Nous pourrions recommencer ici. »

Ce n'est toutefois pas la voie envisagée à ce stade. « On n'est pas là pour faire tomber les documents d'urbanisme, nuance Jean-Claude Béveillard. On est là pour qu'ils soient bien faits. »

